Gaza : le secteur de la santé au bord de l'effondrement

Partage international n° 355 – Mars 2018

par Tharanga Yakupitiyage

Nations unies, New York

Les agences des Nations unies ont sonné l'alarme sur la détérioration rapide de la situation humanitaire à Gaza, soulignant les conséquences dévastatrices de la pénurie de carburant. L'Onu a lancé un appel aux donateurs, car le combustible indispensable aux installations critiques à Gaza devait s'épuiser avant fin février.

Lors d'une réunion, le secrétaire général de l'Onu, António Guterres, a déclaré que Gaza était en *« urgence humanitaire constante. Gaza reste contrainte par des fermetures paralysantes. […] Deux millions de Palestiniens se débattent chaque jour avec des infrastructures qui s'effondrent, une crise de l'électricité, et un manque de services de base »*, a-t-il déclaré.

La pénurie de carburant menace les hôpitaux et les services d'assainissement de Gaza qui dépendent de générateurs de secours pour maintenir leurs opérations. Si l'approvisionnement en énergie n'est pas assuré, les services d'urgence et de diagnostic tels que les rayons X, les unités de soins intensifs et les salles d'opération sont en danger. Plus de 100 bassins d'épuration, plusieurs usines de dessalement et une unité de collecte de déchets solides sont également menacés, a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

« Des hôpitaux ont déjà été fermés. Sans financement, davantage de prestataires de services seront forcés de suspendre leurs opérations dans les semaines à venir et la situation se détériorera dramatiquement, avec des impacts potentiels sur l'ensemble de la population, a déclaré Roberto Valent, coordinateur humanitaire d'OCHA pour les territoires palestiniens occupés. *Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise »*, a-t-il ajouté.

Jusqu'à présent, 16 hôpitaux et centres de santé ont suspendu leurs activités. Des hôpitaux tels que l'hôpital pour enfants al-Durra ont été contraints de réduire drastiquement leurs services en raison du manque de carburant. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que l'hôpital Beit Hanoun fonctionnait à une capacité minimale et estimait que sa réserve de carburant ne durerait que jusqu'à la mi-mars.

En 2018, environ 6,5 millions de dollars sont nécessaires pour fournir 7,7 millions de litres de carburant d'urgence. *« C'est le strict minimum nécessaire pour éviter un effondrement des services »*, a déclaré OCHA dans son appel. Pour le fonctionnement complet des installations de base, 10 millions de dollars sont nécessaires chaque année.

Pendant ce temps, les hôpitaux continuent de rencontrer des difficultés pour faire face à l'afflux de patients traumatisés. Selon l'OMS, l'approvisionnement en médicaments essentiels a été réduit de 40 %, y compris ceux utilisés dans les services d'urgence et d'autres unités critiques.

L'équipe de pays des Nations unies en Palestine a prédit que Gaza deviendrait inhabitable d'ici 2020 si des mesures n'étaient pas prises pour améliorer les services et les infrastructures de base. *« Un soutien immédiat des donateurs est urgent pour garantir que les Palestiniens vulnérables de Gaza puissent accéder aux services de santé, d'eau et d'assainissement qui leur sauveront la vie »*, a déclaré R.Valent.

La crise humanitaire de Gaza survient suite aux réductions drastiques de subventions des États-Unis à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Environ 65 millions de dollars ont été refusés à l'agence qui dessert plus de cinq millions de réfugiés en soins de santé, en services sociaux et en aide d'urgence dans la région du Moyen-Orient.

A. Guterres, préoccupé par cette décision, a déclaré : *« L'enjeu est la sécurité humaine, les droits et la dignité des cinq millions de réfugiés palestiniens à travers le Moyen-Orient. Mais il y va également de la stabilité de toute la région qui pourrait être affectée si l'UNRWA ne pouvait pas continuer à fournir des services essentiels. »*

Bien qu'elle ait commencé en 2006, la crise énergétique s'est aggravée en 2017 à la suite d'un différend entre les autorités palestiniennes à Ramallah et à Gaza sur le financement et la taxation du carburant et la décision ultérieure d'Israël de réduire son approvisionnement en électricité dans les territoires.

Lieu : Gaza, Palestine **Auteur** : Tharanga Yakupitiyage, est correspondant pour IPS. Il vit à New York (Etats-Unis)
Thématiques : Société
Rubrique : Divers